

Lettre ouverte au Conseil de Sécurité de l'Organisation des Nations Unies (ONU), sur la situation qui prévaut au Rwanda.

KA005866

Nous sommes deux journalistes Rwandais, répondant aux noms de Janvier AFURIKA du journal UMURAVA Magazine et Vincent NDIKUMANA du journal ISIBO.

Nous avons suivi différemment la guerre d'Avril 1994:

- Janvier AFURIKA était en prison parce qu'il avait dénoncé les assassinats politiques préparés par le pouvoir du président Habyalimana. Avec la complicité du FPR, il a pu s'échapper de la prison le 28/10/94.

Sous la protection du FPR, il a pu quitter le Rwanda. Après la victoire du FPR, il a regagné le pays sous les bons auspices des autorités de Kigali. Avant de quitter encore le Rwanda, le 29/10/1994, il était logé dans la famille de la tante du Général Kagame Paul, chez le nommé Ruterandongozi Alexandre.

- Vincent NDIKUMANA a vécu tout le drame de cette guerre. Il n'a pas quitté le pays. Il vivait à Kigali avant de se réfugier dans la zone humanitaire sûre, de l'opération turquoise. Depuis le mois de mai de cette année (1994), a regagné Kigali. Il a quitté le pays depuis le 29/10/1994.

Nous deux, nous avons eu l'occasion d'aller dans plusieurs régions du pays, pour voir ce qui s'y passe. Nous avons terminé notre tournée par la visite à la prison centrale de Kigali. Cela n'a pas été facile, parce qu'il était interdit de prendre des photos, ni pas écrire les noms des personnes. Nous vous en serons reconnaissants de comprendre l'imprécision de certains cas.

CASE NO. I.C.I.F. 98-41-F  
EXHIBIT NO. 1-5-9  
DATE ADMITTED: 2-2-2004  
TENDERED BY: D. [Signature]  
NAME OF WITNESS: [Signature]

Suite aux malheureux événements qui ont suivi l'assassinat du Président Juvénal Habyarimana, et qui ont plongé le pays dans une situation chaotique depuis lors, nous voulons attirer votre attention sur la situation qui prévaut dans le pays actuellement, du moins jusqu'au 29 Octobre 1994, date à laquelle nous avons quitté le Rwanda.

KA005867

#### 1. L'enlèvement et la disparition des personnes

Depuis la reprise de la guerre au mois d'Avril, de fréquentes disparitions des personnes ont eu lieu dans la zone contrôlée par le FPR et même des massacres en masse qui ont été inhibés par ceux des Interahamwe qui se commettaient au grand jour.

Ainsi par exemple, dans le camp des déplacés de Byumba nous avons pu connaître 28 cas de disparition de personnes (surtout intellectuels), dont MBABAJENDE Charles (secrétaire exécutif de la LIPROSHOR) Dr SINIGENGA Prudence et autres (la liste nous a été retirée par les militaires FPR).

L'enlèvement est devenu monnaie courante dans le pays. Une sorte de terreur règne partout, plus particulièrement parmi la population Hutu. Les propriétés des maisons occupées par force (par les militaires et les Interahamwe), sont devenues "Interahamwe", raison suffisante pour les faire disparaître.

Citons quelques cas de disparition dans la ville de Kigali (mois d'Octobre 1994):

1. BIZINSORI Marie Claire
2. KALIMUNDA Gérard
3. KAREMERA Athanase
4. MUSHONGANONO Marie Goretti
5. SEFARANGA Dominique
6. SEBUKAYIRE Jean-Baptiste
7. IYAMUREMYE Pierre Claver
8. NGIRUMPATSE Abdu Nuru
9. UZAGUJI JORO
10. La famille de MUHATURUKUNDO Norbert (6 personnes)
11. NZAMWITA Manassé
12. KWIZERA
13. La famille de NIYITEGEKA Pierre (8 personnes)
14. MUKAMUYOMBO Alodie
15. La veuve de NKUNABAGENZI
16. NSEKANABO François
17. RUKERATABARO David
18. RUDASINGWA
19. BENIMANA Ladislav et ses deux enfants:  
UWANTEGE Rosine et BENIMANA Jean-Louis
20. RUGIRA Narcisse
21. BAGULITIRO Léo Domir
22. KAYIBANDA Jean Marie Vianny
23. HABYALIMANA Emmanuel
24. KAJUMBA Vianny
25. HITATEZU Gérard.

KA005868

26. SEMANA Jeff
27. MUNYANEZA Appollinaire
28. RUHORA HOZA
29. Madame GATARAMA Alphonse
30. MUREKEZI
31. MUKAMANA Yvonne
32. Dominique MAKERI (journaliste)

Toutes ces personnes ont été enlevées pendant la nuit par des militaires, pour un prétendu interrogatoire. Leurs familles ont cherché partout (Brigades à prison), mais la réponse a été la même pour tous: "ils n'ont jamais vu ces personnes".

Ailleurs dans le pays, c'est la même histoire.

A Nyanza par exemple (Butare), à part les massacres des familles entières, des disparitions y sont fréquentes. Tous les hommes (ou presque), qui sont rentrés des camps des déplacés ont disparu. On parle d'un lieutenant du FPR qui fait payer des malheureux Hutu, le massacre des Tutsi de NYANZA.

Quand nous négociions l'audience auprès du Lieutenant Colonel KARAKE, chef des services de renseignements militaires à Kigali, nous avons trouvé par hasard, une petite liste avec ses commentaires:

1. HAVUGIMANA Aloys: Il fut substitué à NYANZA. Mais paraît qu'il a essayé de sauver pas mal de personnes en vain.
2. MUKESHIMANA Léonard: très dangereux. Il a voulu comploter contre Venant, l'accusant d'être partisan du FPR.

3. MPIGA Edouard - n'est pas connu en politique, mais facilement corruptible

KA005870

4. NTIBIRINGIRWA Gaëtan. inconnu. Position intérieure Interahamwe. Personne ne sait ce qu'il a fait pendant la guerre.

5. NZABONIMANA Thacien: inconnu

6. Floribert : inconnu. Position intérieure Interahamwe. Personne ne sait ce qu'il a fait pendant la guerre.

Toutes ces personnes sont connues à Nyanza. Les dernières nouvelles que nous avions, étaient que, sauf la première, les autres ne se faisaient plus voir.

## 2. Les Assassinats.

Sans trop s'attarder sur la destination des personnes enlevées qui reste toujours mystérieuse, on se demanderait d'où venaient les cadavres qui se balançaient, dans ces jours, dans le lac MUHAZI, surtout du côté des Communes GIKOMERO et BICUMBI.

- Que le nommé Faustin RUTABAGIRWA, habitant de la commune GIKOMERO (Kigali) explique ou dise l'autorité qui lui a donné le droit de faire mourir qui il veut et quand il veut, aidé par les militaires; sans qu'aucune autorité interviene. Et pourquoi ce sont les familles Hutu qui sont visées.
- Il faudrait que le FPR s'explique à propos des massacres commis au mois de Juillet - Août 1994 dans les communes RUSATIRA, RUHASHYA et MARABA (préfecture BUTARE), jusqu'à brûler vif les personnes.

(exemple : deux personnes brûlées en feuilles de bananiers séchées  
à KIRWA, commune Ruhashya (Butare), le 17/8/94)  
KAP05871

- Comment le FPR expliquerait-il qu'après l'arrivée de ses soldats dans l'ancienne zone humanitaire sûre, les massacres ont repris, visant surtout les familles Hutu. (Trois familles à Gikongoro, totalisant 22 personnes)
- Que le FPR donne les nouvelles des personnes enlevées dans la commune KINYAMAKARA (Gikongoro), par ses militaires, guidés par le nommé NZEYIMANA, natif de la même commune. En date du 21/10/1994, on dénombrerait plus d'une quarantaine.
- Que le FPR s'explique sur les assassinats perpétrés contre les Burundais Hutu, qui se sont réfugiés au Rwanda durant les événements qui ont sanglanté ce pays.
- Que le FPR donne les traces d'une vingtaine de personnes libérées de la prison centrale de Kigali le 14/10/1994, récupérées directement par deux camionnettes militaires, qui ont disparu dès lors.
- Que les autorités de la prison centrale de Kigali expliquent d'où viennent les cadavres amenés par des militaires chaque soir, et enterrés le lendemain. Ce sont les prisonniers qui font le travail des fossoyeurs.
- Que la lumière se fasse sur l'assassinat de deux écoliers à Kaburungu (le 12/10/1994) en plein jour, à côté d'une barrière des militaires. Les corps ont été retrouvés dans les latrines de l'école.

Que les autorités militaires du FPR qui sont à Nyanzu (Butare) expliquent ce que sont devenues les personnes suivantes:

K1005872

1. MUKURARINDA Jean: juge au Tribunal de Première Instance de Nyabisindu.
2. NYILINKWAYA Genais: juge président du Tribunal de Canton Nyabisindu.
3. Jérémie: premier substitut du Parquet de la République à Nyabisindu.
4. L'ancien directeur de la prison de Nyabisindu.

Elles ont été arrêtées le 20/08/1994 alors qu'elles étaient accompagnées par la MINUAR. Elles regagnaient leurs services sous l'invitation du Ministre de la Justice. Dès lors, leurs familles n'ont aucune nouvelle de leur part.

Ce sont ces quelques cas, très peu nombreux d'ailleurs par rapport à d'autres qui restent inconnus ou incertains. Nous n'avons pas pu faire des contacts libres avec la population. Tout est guidé et contrôlé par les militaires. Ainsi par exemple, en commune Gikoro (Kigali), ils nous ont empêché de photographier 16 personnes qui venaient d'être tuées et les corps entassés tout près du bureau Communal. Quant à la question de savoir qui les a tuées, seul un regard de mépris nous a répondu.

### 3. Les emprisonnements.

KA005873

Tous les Hutu sont supposés avoir participé aux massacres. C'est ce qu'affirme d'ailleurs, sans honneur le directeur du journal "Le Flambeau" (pro-FPR) dans son numéro 19 du 15/10/1994, à la page 15.

Tous les hommes intellectuels qui rentrent des camps des déplacés, sont mis en prison, s'ils ne disparaissent pas. A la prison centrale de Kigali, il y a même deux religieuses accusées d'avoir organisé les massacres ou participé à ceux-ci. Elles croient qu'elles sont victimes de leur ethnicité (Hutu).

Dans la même prison, il y a plus d'une vingtaine de enfants âgés entre 3 et 13 ans, détenus dans des conditions inhumaines. Ils sont accusés d'avoir participé aux massacres des Tutsi.

Une vraie honte pour la justice rwandaise, un pays qui se croit respectueux des droits de l'homme.

### 4. Du Tribunal International.

S'il faut juger les coupables des massacres (ou double génocide : FPR-Interahamwe), que le tribunal international se dévoile les yeux, pour voir que toutes les fosses communes ne sont pas nécessairement attribuables aux massacres des Interahamwe. A ce sujet, on se pourrait beaucoup de questions. Entre autres :

- Qu'est devenue la population des préfectures Byumba et Kibungu, qui n'a pas eu s'enfuir ?
- Qui a tué les quatre évêques, les 16 prêtres, et religieuses et des religieux qui étaient à Kabgayi ?



Pourtant, on dit que, l'auteur de ces <sup>KAD05874</sup> massacres a été récompensé d'être le 1er conseiller de l'Ambassade du Rwanda à Nairobi, sous un faux nom de Major Jacques NZIZA.

Nous voulons lancer un appel à la Communauté internationale, pour qu'elle fasse tout ce qui est possible pour arrêter les massacres qui se font en douceur au Rwanda.

- Que la communauté internationale cesse de mettre la pression sur les réfugiés, les obligeant de rentrer alors qu'elle ne se préoccupe pas du sort qui leur est réservé.
- Que les Nations Unies cherchent un moyen de créer une zone démilitarisée, où les civils pourraient se sentir en sécurité, aussi longtemps que l'armée ne leur inspire pas confiance.
- Que la communauté internationale fasse comprendre à l'Etat du FPR, que le partage du pouvoir dans l'esprit des accords de paix d'Arusha, reste un seul moyen d'éviter un autre bain de sang au Rwanda.
- La rentrée des réfugiés ne peut s'effectuer que sur base de sécurité tant militaire que politique.
- Nous dénonçons la politique de création de tuteurs dans certaines zones du pays.

Nous dénonçons les assassinats qui se préparent  
contre les hauts fonctionnaires Hutu.

KA005875

- Nous condamnons l'ethnisme qui commence à s'installer dans les écoles.
- Nous condamnons les persécutions et emprisonnements que subissent les hommes de la presse privée qui n'est pas pro-FPR.
- Nous condamnons le totalitarisme du FPR et un nouveau népotisme "tutsi" appelé démocratie.
- Nous condamnons la suppression des activités politiques, par les hommes forts du FPR
- Nous condamnons tout extrémisme d'où qu'il vienne.

Nous remercions les autorités et les personnes indépendantes qui nous ont aidé à entrer en contact avec les détenus, et à sillonner plusieurs régions du pays.

Nos remerciements s'adressent également aux REPORTERS SANS FRONTIERES et CLADHO. Leur aide nous a été efficacement utile, sans qu'ils participent réellement à notre projet.

Vincent NDIKUMANA *staff*

Janvier AFRIKA

Nairobi, le 14/11/1994

Copie pour information à :

KA005876

- Le Gouvernement Rwandais
- Africa watch
- Amnesty International
- CLASHO
- MINUAR
- UN HCR
- CICR